



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Règlement de consultation (RC)

Réalisation de l'évaluation de l'impact de l'arrêt de
l'extraction de granulats alluvionnaires en lit majeur à
l'horizon 2050 sur le périmètre du bassin Loire-Bretagne

Numéro de la consultation : DREAL_ETUDE_EXTRACTION_2025

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Date limite : 30/11/2025 à 23h00

Sommaire

1.	ACHETEUR	4
2.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.2.	Procédure de passation	4
3.3.	Allotissement	4
3.4.	Forme et étendue	4
3.5.	Tranches.....	5
3.6.	Durée.....	5
3.7.	Lieu d'exécution.....	5
3.8.	Variantes	5
c)	Variantes obligatoires	5
d)	Variantes facultatives	5
3.9.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3.10.	Considérations sociales.....	5
3.11.	Considérations environnementales.....	5
4.	INFORMATION DES CANDIDATS.....	6
4.2.	Contenu des documents de la consultation.....	6
4.3.	Principes généraux sur les échanges électroniques.....	6
c)	Modalités de retrait et de consultation des documents	6
d)	Conditions de transmission des plis.....	6
4.4.	Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature et offre)	7
c)	Date et heure de réception des plis.....	7
d)	Demandes de renseignements complémentaires et questions	8
e)	Modification des documents de la consultation.....	8
f)	Prolongation du délai de réception des offres.....	8
5.	CANDIDATURE	8
5.2.	Précisions sur les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance	8
5.3.	Motifs d'exclusion.....	9
5.4.	Présentation de la candidature.....	9
c)	Candidature sous forme de DUME	10
d)	Candidature sous forme de DC1 et DC2	11
5.5.	Niveaux minimaux de participation	11
5.6.	Examen des candidatures.....	11
5.7.	Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs.....	12
5.8.	Vérification des motifs d'exclusion	12
6.	OFFRE.....	13
6.2.	Présentation de l'offre.....	13
6.3.	Examen des offres	13
6.4.	Critères d'attribution.....	13
6.5.	Méthode de notation des offres	15
6.6.	Durée de validité des offres.....	16
7.	ATTRIBUTION	17
7.2.	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve	17
7.3.	Interdiction d'attribution	17
7.4.	Mise au point.....	17
7.5.	Signature	17

8.	LANGUE	18
9.	CONTENTIEUX.....	18
10.	MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	18

1. Acheteur

Pouvoir adjudicateur : État - Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

Représentant le pouvoir adjudicateur : Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire

5 avenue Buffon - CS 96407

45064 Orléans Cedex 2

Tél. : 02-36-17-41-41

Fax : 02-36-17-41-01

Mail : dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

2. Objet de la consultation

L'accord-cadre a pour objet la réalisation d'une étude d'évaluation de l'impact de l'arrêt de l'extraction de granulats alluvionnaires en lit majeur en carrière à l'horizon 2050 sur le périmètre du Bassin Loire Bretagne

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Code GM de la consultation : 40.01.13 – Etude technique métier

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 90711000-4 – Evaluation de l'impact sur l'environnement autre que pour la construction

Valeur secondaire : 90700000 - Services relatifs à l'environnement.

3. Conditions de la consultation

3.2. Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

3.3. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

3.4. Forme et étendue

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu :

- sans minimum, avec un maximum de 200 000 euros HT.

3.5. Tranches

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

3.6. Durée

L'accord-cadre conclu pour une durée de 36 mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

3.7. Lieu d'exécution

03 - Allier, 07 – Ardèche, 15 – Cantal, 16 – Charente, 17 – Charente -Maritime, 19 – Corrèze, 21 – Côte d'Or, 22 – Côte d'Armor, 23 – Creuse, 29 – Finistère, 35 – Ille-et-Vilaine, 42 – Loire, 43 – Haute-Loire, 44 – Loire-Atlantique, 49 – Maine-et-Loire, 50 – Manche, 53 – Mayenne, 56 – Morbihan, 58 – Nièvre, 61 – Orne, 63 – Puy-de-Dôme, 69 – Rhône, 71 – Saône-et-Loire, 72 – Sarthe, 79 – Deux-Sèvres, 85 – Vendée, 86 – Vienne, 87 – Haute-Vienne, 89 – Yonne.

3.8. Variantes

c) Variantes obligatoires

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

d) Variantes facultatives

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

3.9. Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

3.10. Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

3.11. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental :

- Le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.).
- S'agissant des livrables fournis par voie dématérialisée, les fichiers devront être compressés.
- S'agissant de l'impression des autres livrables, celle-ci devra se faire sur du papier labellisé PEFC (avec une garantie de produit à 70 % minimum de fibres recyclés ou de fibres issues de forêts certifiées PEFC).
- En cas de déplacements, la priorité est donnée à l'utilisation des transports en commun et du covoiturage.

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend également un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

4. Information des candidats

4.2. Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation (RC) ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- l'acte d'engagement ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

4.3. Principes généraux sur les échanges électroniques

c) Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>) à la référence suivante : **DREAL_ETUDE_EXTRACTION_2025**

d) Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme.

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur. Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

4.4. Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature et offre)

c) Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard le **30/11/2025 à 23h00**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

d) Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues **au plus tard 8 jours avant la fin de la consultation** sont transmises aux opérateurs économiques **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**.

e) Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours avant la fin de la consultation** avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

f) Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

5. Candidature

5.2. Précisions sur les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

La forme du groupement n'est pas imposée.

Néanmoins, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement à l'égard de l'acheteur.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

5.3. Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

5.4. Présentation de la candidature

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature : sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

c)Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les

parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

d) Candidature sous forme de DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement

- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 : Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ; Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

5.5. Niveaux minimaux de participation

L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

5.6. Examen des candidatures

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur n'a pas fixé de minimums de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

5.7. Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis lors de la transmission de l'acte de candidature.

Les documents justificatifs sont les suivants :

- en cas de redressement judiciaire, la copie des jugements prononcés ;
- un document permettant d'identifier la (ou les) personne(s) habilitée(s) de plein droit à engager l'entreprise : extrait K-bis ou équivalent ;
- si le signataire du marché n'apparaît pas sur le document précédent, une délégation de pouvoir, signée par la personne habilitée de plein droit à représenter l'entreprise (dont le nom est mentionné dans l'extrait K-bis ou équivalent) ou, le cas échéant, copie des pouvoirs successifs permettant de faire le lien entre le signataire du marché et cette personne ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banque(s) ou, le cas échéant, la preuve d'une assurance des risques professionnels ;
- Présentation d'une liste des principaux services effectués similaires au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

5.8. Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

6. Offre

6.2. Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- l'acte d'engagement complété et signé par le candidat ;
- le mémoire technique complété par le candidat ;
- le bordereau de prix (BPU) complété et signé par le candidat ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) complété par le candidat ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ;
- la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises ;
- la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ainsi que les contrats de sous-traitance.

6.3. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

6.4. Critères d'attribution

Critère d'attribution	Pondération
Evaluation technique et méthodologique, l'appréciation portera sur : <i>Évaluation des enjeux de l'étude et adéquation méthodologiques avec le cahier des charges techniques (30 %)</i> <ul style="list-style-type: none">• Bonne compréhension du contexte régional, industriel et environnemental.	60%

<ul style="list-style-type: none"> • Identification des problématiques et capacité à hiérarchiser les enjeux : ressources, énergie, émissions, économie circulaire, etc. • Approche multicritère intégrant les aspects techniques, environnementaux et économiques. • Méthodes d'évaluation de la réduction de granulats. • Présentation des dispositifs de pilotage et de flexibilité prévus pour assurer la réactivité et l'adaptation du projet en fonction des besoins ou des évolutions constatées en cours d'exécution. <p>Connaissance réglementaire (10 %)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des réglementations ICPE applicables (rubriques 2510, 2515, 2517, etc.). • Connaissance des Schémas Régionaux des Carrières (SRC). • Compréhension des différents matériaux : naturels, recyclés, secondaires. <p>Connaissance du territoire (10 %)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration des spécificités géologiques, économiques et logistiques du territoire : • Prise en compte des contraintes locales : urbanisation, zones protégées, accès, bruit, poussières. <p>Composition de l'équipe dédiée (10 %)</p> <p>Mise à disposition des CV</p> <ul style="list-style-type: none"> • CV détaillés (formation, expériences dans le domaine des granulats, ICPE, environnement). • Compétences et expériences dans des études comparables (schémas de carrières, diagnostics matériaux, plans déchets). <p>Équipe pluridisciplinaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compétences dans plusieurs domaines tels que : <ul style="list-style-type: none"> ○ Exploitation de carrières / matériaux ○ Économie circulaire et recyclage ○ Géologie et hydrogéologie ○ Environnement / réglementation ICPE ○ Cartographie & SIG ○ Analyse économique / flux logistiques ○ Contrôle qualité et gestion de projet • Répartition claire des rôles et responsabilité du chef de projet. 	
<p>Le prix des prestations : Apprécié au vu du bordereau des prix et du détail estimatif, noté sur 20.</p>	<p>30%</p>
<p>Critère environnemental :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Description de la démarche mise en œuvre pour alléger l'empreinte carbone des flux numériques objets du présent marché (hébergement et tri des données, 	<p>10%</p>

gestion des courriels raisonnée, alimentation des serveurs, utilisation d'un espace collaboratif pour le partage d'informations et de documents) : 5 % <ul style="list-style-type: none"> Utilisation de matériels affichant un écolabel (par exemple ordinateurs utilisés lors de la prestation disposant d'un éco-label de type I (TCO certified, EPEAT ou équivalent) : 5 % 	
---	--

6.5. Méthode de notation des offres

Méthode de notation du critère technique :

Note	Évaluation	Justification
0	Nul ou non traité dans le mémoire	Élément absent ou ne répondant pas aux exigences.
1	Insuffisant	Élément présent, traité de façon théorique ou de principe.
2	Faible	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'inconvénients que d'avantages.
3	Répondant de façon moyenne aux exigences	Élément présent, répondant partiellement aux exigences ou présentant par rapport aux exigences des avantages et des inconvénients s'équilibrant.
4	Répondant de façon globalement satisfaisante aux exigences	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'avantages que d'inconvénients.
5	Répondant de façon très satisfaisante aux exigences	Élément présent, complet et pertinent, sans inconvénients par rapport aux exigences.

Chaque sous-critère obtiendra une note sur 5 qui sera ensuite ramenée sur 10.

Ensuite, les notes des sous-critères seront additionnées pour donner une note sur 60.

Méthode de notation du critère prix :

L'offre proposant le montant le moins élevé obtiendra la note prix maximale de 30.

Les notes des autres offres seront calculées selon la formule suivante et arrondies à la deuxième décimale inférieure :

$$Note_{prix} = \frac{MIN}{M} \times 30$$

Avec :

- MIN = montant de l'offre la moins chère ;

- M = montant de l'offre considérée.

Méthode de notation du critère environnemental :

Le critère environnemental sera analysé au regard des éléments suivants :

Note	Évaluation	Justification
0	Nul ou non traité dans le mémoire	Élément absent ou ne répondant pas aux exigences.
1	Insuffisant	Élément présent, traité de façon théorique ou de principe.
2	Faible	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'inconvénients que d'avantages.
3	Répondant de façon moyenne aux exigences	Élément présent, répondant partiellement aux exigences ou présentant par rapport aux exigences des avantages et des inconvénients s'équilibrant.
4	Répondant de façon globalement satisfaisante aux exigences	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'avantages que d'inconvénients.
5	Répondant de façon très satisfaisante aux exigences	Élément présent, complet et pertinent, sans inconvénients par rapport aux exigences.

Chaque sous-critère obtiendra une note sur 5.

Ensuite, les notes des sous-critères seront additionnées pour donner une note sur 10.

Calcul de la note finale

Les notes de tous les critères seront additionnées pour donner une note sur 100 qui sera ensuite ramenée sur 20.

6.6. Durée de validité des offres

Les offres sont valables 90 jours à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

7. Attribution

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

7.2. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- des déclarations sur l'honneur, datées et signées par le signataire de l'acte d'engagement et par un dirigeant nommément cité au Kbis, attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdictions des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du code de la commande publique ;
- les certificats fiscaux et sociaux de moins de 6 mois ;
- les pièces prévues aux articles R. 1263 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail ;

Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail)

7.3. Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

7.4. Mise au point

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre.

7.5. Signature

L'accord-cadre est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR1) qui lui est adressé par l'acheteur.

En cas de signature électronique, elle doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE".

8. Langue

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

9. Contentieux

Le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

10. Modalités de signature électronique

La signature s'effectue par voie papier ou par voie électronique.

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)